

Document

Les mercenaires cubains de la Maison-Blanche

(par Salim Lamrani - <http://www.voltairenet.org/fr>)

27 septembre 2009

Salim Lamrani vient de publier « Cuba, ce que les médias ne vous disent jamais », un recueil d'articles écrits au cours des cinq dernières années. Il y passe en revue, de manière systématique, tous les arguments utilisés par la propagande états-unienne pour justifier a posteriori l'embargo imposé unilatéralement par Washington en violation du droit international. Ce tour d'horizon permet de mesurer à quel point les critiques du gouvernement révolutionnaire sont irréelles. Une annexe historique souligne aussi la permanence de l'attitude des administrations états-uniennes successives, indépendamment de l'alternance de façade entre démocrates et républicains.

On regrettera l'absence d'index qui aurait permis d'utiliser ce livre comme une encyclopédie ; quoi qu'il en soit, son caractère exhaustif et la précision de son argumentation en font un ouvrage de référence pour tous ceux qui souhaitent approfondir cette question.

Nous reproduisons ici un extrait consacré aux plus célèbres « dissidents » mis en scène par la Maison-Blanche.

Conférence de presse des « dissidents » cubains, organisée à la résidence du chargé d'affaire des États-Unis à La Havane. (de gauche à droite : Manzano, Bonne, Roque et Roca). L'opposition cubaine dispose d'un statut particulier. D'une part, elle est extrêmement prisée par la presse occidentale. En effet, aucun groupe d'opposants en Amérique latine, hormis peut-être l'opposition vénézuélienne, ne bénéficie d'une telle aura médiatique. D'autre part, elle reçoit des financements colossaux de la part des États-Unis, dont les médias ne disent mot, et jouit d'une liberté d'agir qui scandaliserait les procureurs du monde entier.

Le 21 juin 2007, la Chambre des Représentants états-unienne a décidé de voter le budget de 45,7 millions de dollars pour l'année 2007-2008, présenté par le président Bush, à destination des dissidents cubains. Ainsi, 254 congressistes, dont 66 démocrates, ont approuvé la stratégie de la Maison-Blanche destinée à renverser le gouvernement cubain. Le législateur de Floride, Lincoln Díaz-Balart, descendant direct de l'ancien dictateur Fulgencio Batista, s'est réjoui de cette aide. « Cette victoire constitue un soutien pour l'opposition politique interne » cubaine, a-t-il souligné. « L'aide aux opposants n'est pas symbolique mais concrète », a-t-il ajouté. Il a également rendu publique une lettre de certains éminents dissidents cubains qui affirment que l'aide états-unienne « est un élément vital pour la survie des militants [1] ».

Pour l'année 2007-2008, la Chambre a également alloué une somme de 33,5 millions de dollars (6 millions de plus qu'en 2006) à Radio et TV Martí. Ces deux médias états-unien diffusent illégalement des émissions subversives en direction de Cuba dans le but d'inciter la population à renverser l'ordre établi [2].

Ce même jour, le 21 juin 2007, le chef de la diplomatie états-unienne à La Havane, Michael Parmly, a reçu en grande pompe les célèbrissimes dissidents René Gómez Manzano, Félix Bonne, Martha Beatriz Roque et Vladimiro Roca dans sa somptueuse résidence personnelle. Ces derniers étaient venus remercier leur précieux mécène pour sa générosité [3].

Les médias occidentaux, pourtant si prolixes à l'égard de Cuba, sont restés étrangement silencieux sur ces deux événements. Les raisons en sont relativement simples. Les personnages qu'ils s'évertuent à présenter depuis des années comme de valeureux militants à la recherche de la démocratie ne sont en réalité que de vulgaires mercenaires qui se vendent au plus offrant. Le mot mercenaire n'est pas un terme hors de propos ou exagéré. Selon le Littré, il s'agit de tout individu « qui travaille pour de l'argent, à qui l'on fait faire tout ce qu'on veut pour de l'argent [4] ». Manzano, Bonne, Roque et Roca entrent pleinement dans cette définition.

Pourtant, il n'y a rien de nouveau à tout cela. Depuis des décennies, les Etats-Unis tentent par tous les moyens de fabriquer et de diriger une opposition interne à Cuba, afin de mettre un terme au processus révolutionnaire cubain. Les archives étasuniennes sont éloquentes à cet égard. Par ailleurs, de nombreux documents étasuniens, officiels et publics, attestent de cette réalité qu'aucun journaliste ou analyste politique digne de ce nom ne peut ignorer. La loi Torricelli de 1992, et plus particulièrement l'article 1705, stipule que « les Etats-Unis fourniront une assistance, à des organisations non gouvernementales appropriées, pour soutenir des individus et des organisations qui promeuvent un changement démocratique non violent à Cuba [5] ». La loi Helms-Burton de 1996 prévoit, à l'article 109, que « le Président [des Etats-Unis] est autorisé à fournir une assistance et offrir tout type de soutien à des individus et des organisations non gouvernementales indépendantes pour soutenir des efforts en vue de construire la démocratie à Cuba [6] ».

Le premier rapport de la Commission d'assistance à une Cuba libre, adopté le 6 mai 2004, envisage la mise en place d'un « solide programme de soutien favorisant la société civile cubaine ». Parmi les mesures préconisées, un financement à hauteur de 36 millions de dollars est destiné au « soutien de l'opposition démocratique et au renforcement de la société civile émergente [7] ». Le second rapport de la même Commission, rendu public le 10 juillet 2006, prévoit également un budget de 31 millions de dollars pour financer davantage l'opposition interne [8].

En 2003, la justice cubaine avait condamné 75 personnes stipendiées par les Etats-Unis, suscitant une réprobation médiatique internationale. Dans n'importe quel autre pays du monde, des individus tels que Manzano, Bonne, Roque et Roque se trouveraient actuellement derrière les barreaux [9]. Ricardo Alarcón, président de l'Assemblée nationale cubaine a averti les membres de la « dissidence » du fait que ceux qui conspireraient avec Washington et accepteraient ses émoluments devront en « payer les conséquences [10] ».

« Tant que cette politique existera, il y aura des personnes qui se trouveront impliquées [...]. Elles conspireront avec les Nord-américains [et] accepteront l'argent. Cela est un délit selon les lois cubaines. Je ne connais aucun pays qui ne classe pas une telle activité comme un délit », a souligné Alarcón. « Imaginez que quelqu'un aux Etats-Unis soit soutenu, entraîné, équipé et conseillé par un gouvernement étranger. Cela est un délit en soi. C'est un délit très grave aux Etats-Unis et cela peut coûter de nombreuses années en prison, beaucoup plus que ce que l'on peut risquer ici à Cuba », a-t-il conclu [11].

Il en est de même en France comme le stipule l'article 411-4 du code pénal et une affaire survenue en 2004 illustre éloquentement cette réalité. Le 28 décembre 2004, les autorités françaises ont procédé à l'arrestation de Philippe Brett et Philippe Evanno, deux collaborateurs de M. Julia. Ils avaient été à l'origine d'une tentative infructueuse destinée à libérer les deux otages français en Irak, Christian Chesnot et Georges Malbrunot en septembre 2004. Ces deux personnes ont été mises en examen pour « intelligence avec une puissance étrangère de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ». Ils ont été présentés aux juges antiterroristes Jean-Louis Bruguière et Marie-Antoinette Houyvet, qui s'occupent des affaires ayant trait à la sûreté de l'Etat. Ils ont été accusés d'avoir pris contact avec la résistance iraquienne et d'avoir reçu une assistance logistique de la Côte-d'Ivoire. Brett et Evanno étaient passibles de dix ans de réclusion criminelle et de 150 000 euros d'amende. M. Julia a échappé à la justice grâce à son immunité parlementaire. La gravité des charges retenues contre eux n'a suscité aucun émoi au sein de la presse occidentale [12].

Le rapport de 2006 prévoit également 24 millions de dollars additionnels pour Radio et TV Martí, afin d'amplifier les transmissions de programmes subversifs vers Cuba, en violation de la législation

internationale. Les membres de la « dissidence » cubaine disposent d'une partie de cette somme pour acquérir et distribuer des équipements radiophoniques et télévisuels permettant de capter les programmes émis depuis les Etats-Unis. D'autres pays sont invités à transmettre des émissions subversives vers Cuba. Le rapport prévoit également « d'entraîner et d'équiper des journalistes indépendants de la presse écrite, radiophonique et télévisuelle à Cuba [13] ».

La presse occidentale, qui a censuré cette réalité, avait stigmatisé l'action des autorités cubaines, en dénonçant les sanctions prises à l'encontre de « militants pacifiques et de journalistes indépendants ». Selon elle, les inculpés auraient été châtiés pour avoir ouvertement exprimé leur désaccord avec la ligne officielle et avoir publié des articles diffamatoires dans la presse d'extrême droite de Miami [14].

Il sied de s'arrêter un instant sur ces accusations. Les deux « dissidents » cubains qui disposent de l'influence médiatique la plus importante au niveau international, qui lancent les invectives les plus acerbes contre la Révolution cubaine et qui jouissent de la bienveillance la plus soutenue auprès des extrémistes d'origine cubaine de Miami sont Oswaldo Payá et Elizardo Sánchez [15]. Face à eux, Raúl Rivero passe pour un opposant relativement modéré et frileux [16]. Or ce dernier avait été condamné à une peine de vingt ans de réclusion criminelle. Payá et Sánchez n'ont eu aucun ennui avec la justice, alors que leurs écrits politiques sont beaucoup plus virulents que ceux de Rivero. L'explication est assez simple : Payá et Sánchez ont, jusqu'à présent, toujours refusé le financement généreusement offert par Washington, tandis que Rivero a commis l'erreur de profiter des largesses financières de l'administration Bush. C'est cela qui a été condamné, et non la production littéraire ou politique supposément hétérodoxe.

Intégrer l'univers de la « dissidence » est un juteux commerce. Les avantages économiques de cette profession sont conséquents et attisent la convoitise d'individus peu scrupuleux. Les 75 personnes condamnées n'exerçaient aucun métier et vivaient des émoluments offerts par les autorités étasuniennes, en échange des tâches réalisées. Les appointements considérables pour le niveau de vie de la société cubaine ont conduit certains personnages à amasser de petites fortunes personnelles, s'élevant jusqu'à 16 000 dollars en liquide, alors que le salaire moyen oscille entre quinze et vingt dollars par mois [17]. Ils menaient ainsi un train de vie largement supérieur à celui des Cubains, et profitaient également des incomparables privilèges que procure le système social cubain.

Pour évaluer précisément l'importance d'une telle somme, il convient de appeler la valeur du dollar à Cuba. Pour l'équivalent d'un dollar, un Cubain peut s'offrir au choix : cent quatre litres de lait, quarante-cinq kilos de riz, vingt-six tickets pour des matchs de base-ball, entre cinq et vingt-six places de théâtre ou de cinéma, 5200 kilowatts d'électricité ou cinq cours d'anglais télévisés de cent soixante heures chacun. Tous les autres aliments de première nécessité (pain, haricots, huile...) sont dans le même ordre de prix. A cela s'ajoute la gratuité des services d'éducation et de santé. Étant donné que 85% des citoyens cubains sont propriétaires de leur logement, ils ne payent aucun loyer. De plus, l'impôt n'existe pas à Cuba. Autre fait unique au monde : les médicaments achetés dans les pharmacies coûtent deux fois moins cher que ce qu'ils valaient il y a cinquante ans [18]. Tout cela est possible grâce aux subventions octroyées annuellement par l'État cubain, tant vilipendé par les mêmes « dissidents » qui ne manquent pas de profiter des conditions de vie avantageuses qu'offre la société cubaine.

Suite à l'intervention diplomatique de l'Espagne, plusieurs personnes incarcérées depuis mars 2003, dont Raúl Rivero, ont été libérées fin novembre 2004 pour des raisons humanitaires [19]. Il convient de souligner que Rivero a profité d'une médiatisation internationale uniquement parce qu'il était, avec Oscar Elias Biscet, le seul individu écroué sur les 75 à avoir réellement exercé le métier de journaliste. Son cas est intéressant dans la mesure où il jette une lumière sur l'ampleur de la campagne de désinformation lancée contre Cuba. Dans une interview accordée à Reporters sans frontières, Blanca Reyes, femme de Rivero, affirmait que celui-ci se trouvait dans des « conditions de détention infrahumaines et inacceptables ». Elle ajoutait par la même occasion qu'il avait perdu quarante livres (19,5 kilos). « [Il] a faim. Je veux que l'on sache [que] Raúl Rivero souffre de la faim », déplorait-elle dans un élan mélodramatique de circonstances [20]. Cette information avait été reprise en grande pompe par l'ensemble de la presse internationale.

Or, lors de sa sortie de prison, Rivero est apparu en excellente santé, avec un embonpoint notable, comme l'illustrent les photos prises par la presse et comme n'ont cessé de le clamer les autorités cubaines [21]. Alors que Washington et ses relais dénonçaient avec une remarquable répercussion médiatique les « effroyables conditions de vie » des prisonniers, Rivero lui-même avoua avoir eu un accès sans restrictions à la lecture et avoir dévoré avec avidité le dernier roman de l'écrivain colombien Gabriel García Márquez, *Historias de putas tristes*, ouvrage difficile à trouver dans les librairies françaises à l'époque [22]. Rivero n'a pas vécu dans un hôtel quatre étoiles, certes, mais pas dans un « goulag tropical » non plus comme les âmes bienveillantes se plaisent à qualifier les prisons cubaines, comme si les pénitenciers du reste du monde étaient des lieux de villégiature [23].

Sans doute, les prisons d'Abu Ghraïb en Irak, où la torture de prisonniers de guerre a été institutionnalisée par Washington, sont-elles plus confortables. Que dire des geôles de Guantanamo, zone de non droit où la torture appliquée aux détenus est telle que de nombreuses tentatives de suicide ont eu lieu chez des personnes très pieuses pour qui le fait de mettre un terme à ses jours constitue le pire des péchés [24] ? Dans tous les cas, très peu de réclusionnaires peuvent se vanter d'avoir eu accès au dernier roman de García Márquez, avant même certaines librairies européennes spécialisées.

Armando Valladares, ex-poète et ex-paralytique, est désormais ex-président de la Human Rights Foundation, dont il a démissionné pour apporter son appui aux golpistes honduriens. Mais cela n'est guère nouveau. En effet, la transformation de criminels en « dissidents » ne date pas d'aujourd'hui. L'histoire d'Armando Valladares, le « poète paralytique condamné pour délit d'opinion », selon la propagande de Washington, est riche d'enseignements. Arrêté en 1960 pour terrorisme, cet ancien officier de police de la dictature de Batista reçut le soutien d'une grande campagne internationale lancée par l'extrême droite cubaine de Floride au début des années 80. Après des tractations effectuées par le gouvernement français de François Mitterrand, sous l'égide de Régis Debray, le prisonnier fut libéré et perdit, par la même occasion, ses talents de poètes et son hémiplégie. Par contre, il conserva soigneusement ses aptitudes de comédien et, ayant obtenu la nationalité étasunienne, il s'engagea auprès du gouvernement de Ronald Reagan, devenant ambassadeur auprès des Nations unies. Dépité, Régis Debray avait écrit dans son livre *Les Masques* : « L'homme n'était pas poète, le poète n'était pas paralytique, et le Cubain est aujourd'hui américain [25] ».

Luis Ortega Sierra est un journaliste cubain qui s'est exilé aux Etats-Unis en 1959, au triomphe de la Révolution. C'est un farouche adversaire du gouvernement de La Havane comme l'illustrent ses écrits. Il était lié à l'ancien dictateur cubain Fulgencio Batista qui finançait ses activités. Dans une lettre du 22 septembre 1961 à l'ancien homme fort de Cuba, Ortega avait exprimé sa « sympathie » et son « admiration » à son égard [26].

A propos des opposants cubains, Ortega déclare la chose suivante :

Les dissidents à Cuba sont des gens sans importance politique et tout le monde partage cet avis, même ceux qui vivent à leurs dépens. Ce sont des marionnettes de la mafia de Miami. Ils sont au service de la Section d'Intérêts des Etats-Unis qui les balade d'un endroit à un autre [...]. Ce sont des gens qui reçoivent un salaire et une orientation idéologique du gouvernement américain. Cela n'est un secret pour personne. C'est le gouvernement nord-américain qui leur octroie de l'argent pour financer les activités de ces messieurs dans l'île. Penser que cet élément puisse représenter un mouvement puissant d'opposition au gouvernement est une bêtise [27].

Si l'Iran ou la Chine finançaient des opposants aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ou en France, ces derniers tomberaient immédiatement sous le coup de la loi. Si les médias occidentaux étaient intellectuellement libres, ils n'utiliseraient qu'un seul terme pour se référer à ceux qui se présentent comme des opposants au gouvernement cubain : mercenaires.

Salim Lamrani

Enseignant, chargé de cours aux universités Paris-Descartes et Paris-Est Marne-la-Vallée. Dernier ouvrage publié : Cuba. Ce Que les Medias Ne Vous Diront Jamais, Estrella (2009).

[1] Wilfredo Cancio Isla, « La Cámara da sólido apoyo a la democracia en Cuba », El Nuevo Herald, 22 juin 2007.

[2] *ibid.*

[3] Andrea Rodriguez, « Disidentes cubanos usan casa de diplomático de EEUU », The Associated Press, 21 juin 2007.

[4] Le Littré, V. 1.3.

[5] Cuban Democracy Act, Titre XVII, Section 1705, 1992.

[6] Helms-Burton Act, Titre I, Section 109, 1996.

[7] Colin L. Powell, Commission for Assistance to a Free Cuba, (Washington : United States Department of State, mai 2004) pp. 16, 22.

[8] Condolezza Rice & Carlos Gutierrez, Commission for Assistance to a Free Cuba, (Washington : United States Department of State, juillet 2006). p. 20.

[9] Salim Lamrani, Fidel Castro, Cuba et les Etats-Unis (Pantin : Le Temps des Cerises, 2006).

[10] BBC, « Cuba Warns Dissidents Over US Aid », 12 juillet 2006.

[11] *Ibid.*

[12] Salim Lamrani, Fidel Castro, Cuba et les Etats-Unis, *op. cit.*, p.

[13] Condolezza Rice & Carlos Gutierrez, *op. cit.*, p. 22.

[14] Reporters sans frontières, « Un an après l'arrestation de 75 dissidents, Reporters sans frontières mobilise l'Europe contre la répression à Cuba », 18 mars 2004.

[15] Oswaldo Paya, « Mensaje de Oswaldo Paya Sardiñas a Vaclav Havel, Presidente de la República checa en su visita a la ciudad de Miami, Florida », 7 octobre 2004.

[16] Raúl Rivero, « El cartel del queso blanco », Luz Cubana, Janvier/Février 2003, n°1 : 9-10.

[17] Felipe Pérez Roque, « Conferencia a la prensa nacional y extranjera », MINREX, 25 mars 2004 : 5-7.

[18] Gouvernement révolutionnaire de Cuba, « Documents », 18 avril 2003. (site consulté le 2 décembre 2004).

[19] Andrea Rodríguez, « En libertad el poeta y disidente cubano Raúl Rivero », El Nuevo Herald, 30 novembre 2004.

[20] Reporters sans frontières, « La mujer del periodista encarcelado Raúl Rivero denuncia unas condiciones de detención 'inaceptables' », 5 août 2003.

[21] Nancy San Martin, « Cubans Tell Rivero to Consider Leaving », The Miami Herald, 1 décembre 2004.

[22] Wilfredo Cancio Isla, « Un símbolo en libertad », El Nuevo Herald, 1 décembre 2004.

[23] Olivier Languépin, « Dans les prisons de Castro », Le Monde, 31 décembre 2004.

[24] Robert Scheer, « A Devil's Island for Our Times », Los Angeles Times, 28 décembre 2004.

[25] Gianni Miná, Un Encuentro con Fidel (La Havane : Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado, 1987), pp. 43-60 ; Jean-Marc Pillas, Nos Agents à La Havane. Comment les Cubains ont ridiculisé la CIA (Paris : Albin Michel, 1995), pp. 145-51.

[26] Ivette Leyva Martínez, « Despierta singular interés vida y obra de Batista », El Nuevo Herald, 3 mai 2008.

[27] Luis Ortega Sierra, « Fidel rebasó la historia », in Luis Báez, Los que se fueron (La Havane : Casa Editora Abril, 2008), p. 221.